

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

PORTZAMPARC

SA au capital de 5 033 368,08 €

Siège social : 1 Boulevard Haussmann 75009 PARIS

399 223 437 R.C.S Paris

Exercice social du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2024**Comptes sociaux approuvés par l'Assemblée Générale des Actionnaires du 28 mai 2025****I. Bilans et hors bilan au 31 décembre 2024**

(En milliers d'Euros)

En milliers d'euros au 31 Décembre 2024	Notes	2024	2023
ACTIF			
Caisse, banques centrales et CCP		-	-
Effets publics et valeurs assimilées		-	-
Créances sur les établissements de crédit		802 599	999 837
Opérations avec la clientèle		824	609
Obligations et autres titres à revenu fixe		5	-
Actions et autres titres à revenu variable		-	-
Participations et autres titres détenus à long terme		849	875
Parts dans les entreprises liées		12 886	13 191
Crédit-bail et location avec option d'achat		-	-
Immobilisations incorporelles		1 708	1 708
Immobilisations corporelles		213	346
Actions propres		-	-
Autres actifs		19 693	31 196
Comptes de régularisation		13 828	11 040
TOTAL ACTIF		852 605	1 058 802
DETTES			
Banques centrales et CCP		-	-
Dettes envers les établissements de crédit		389 303	524 404
Opérations avec la clientèle		417 303	487 944
Dettes représentées par un titre		-	-
Autres passifs		16 498	14 554
Comptes de régularisation		7 495	12 067
Provisions pour risques et charges		6 352	6 328
Dettes subordonnées		-	-
TOTAL DETTES		836 951	1 045 297
CAPITAUX PROPRES			
Capital souscrit		5 033	5 033
Prime d'émission		4 908	4 908
Réserves		3 547	4 281
Résultat de l'exercice		2 166	(717)
TOTAL CAPITAUX PROPRES		15 654	13 505
TOTAL PASSIF		852 605	1 058 802
HORS BILAN			
ENGAGEMENTS DONNES			
Engagements de financement		-	-
Engagements de garantie		18 630	213 181
Engagements sur titres		8 034	13 861
ENGAGEMENTS RECUS			
Engagements de financement		-	-
Engagements de garantie		17 833	212 408
Engagements sur titres		8 034	13 861

II. Compte de résultat au 31 décembre 2024
(En milliers d'Euros)

En milliers d'euros au 31 Décembre 2024	Notes	2024	2023
Intérêts et produits assimilés		23 259	25 935
Intérêts et charges assimilées		(17 239)	(18 847)
Revenus des titres à revenu variable		112	576
Commissions (produits)		47 995	42 160
Commissions (charges)		(14 885)	(14 325)
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation		-	-
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés		-	-
Autres produits d'exploitation bancaire		297	279
Autres charges d'exploitation bancaire		(80)	(146)
PRODUIT NET BANCAIRE		39 459	35 632
Frais de personnel		(22 173)	(22 199)
Autres frais administratifs		(13 875)	(13 805)
Dotation aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations corporelles et incorporelles		(134)	(152)
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION		3 277	(524)
Coût du risque		(19)	81
RESULTAT D'EXPLOITATION		3 258	(443)
Gains ou pertes sur actifs immobilisés		(305)	(464)
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT		2 953	(907)
Dotations nettes aux provisions réglementées		17	(14)
Résultat exceptionnel		-	-
Impôt sur les bénéfices		(804)	204
RESULTAT NET		2 166	(717)

III. Annexes

GENERALITES

Les comptes annuels de PORTZAMPARC sont intégrés dans les comptes annuels consolidés établis par BNP Paribas ; ces derniers sont disponibles au siège de BNP Paribas, sis 16 boulevard des Italiens, F-75009 Paris.

1. RESUME DES PRINCIPES COMPTABLES APPLIQUES PAR PORTZAMPARC

1.a PRINCIPES

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31/12/2024 ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables françaises en vigueur, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

1.b REGLES GENERALES

Les comptes de PORTZAMPARC sont établis conformément aux principes comptables généraux applicables en France aux entreprises d'investissement tels que figurant dans le règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014.

1.c METHODES COMPTABLES

La méthode retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à leur coût d'acquisition compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens (prix d'achat et frais accessoires, mise en service) à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition (droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes) ou à leur coût de production.

Les créances et les dettes ont été enregistrées à leur valeur nominale.

Créances sur les établissements de crédit et la clientèle

Les créances sur les établissements de crédits et sur la clientèle sont inscrites au bilan à leur valeur nominale y compris les intérêts courus non échus.

Les créances sont réparties entre les encours sains et douteux

-Créances saines : tant que les créances ne sont pas qualifiées de douteuses, elles sont qualifiées de saines, et demeurent dans leur poste d'origine. Ces créances ne font pas l'objet d'une dépréciation.

-Créances douteuses : ce sont les créances de toute nature, présentant un risque de crédit avéré correspondant à l'une des situations suivantes :

-Un arriéré de paiement significatif généralement supérieur à quatre-vingt-dix jours sauf si des circonstances particulières démontrent que l'arriéré est dû à des causes non liées à la situation du débiteur.

-Il existe des procédures contentieuses entre l'établissement et sa contrepartie.

-Créances douteuses compromises : sont considérées comme douteuses compromises, les créances sur des contreparties dont les conditions de solvabilité sont telles qu'après une durée raisonnable en douteux, aucun reclassement en sain n'est prévisible, et pour lesquelles un passage en perte à terme est envisagé.

Le classement en encours douteux peut être abandonné dès lors que le risque de crédit avéré est définitivement levé. Dans ce cas, l'encours est porté à nouveau en encours sain.

Dès lors qu'un encours est douteux, la perte probable est prise en compte par voie de dépréciation figurant en déduction de l'actif du bilan.

Les dotations et reprises de dépréciation pour risque de non-recouvrement sur créances douteuses sont inscrites en coût du risque.

Les créances devenues irrécouvrables sont inscrites en pertes et les dépréciations correspondantes font l'objet d'une reprise.

Portefeuille-titres

Obligations et autres titres à revenu fixe

Figure dans cette rubrique des certificats d'association émis par le Fonds de Garantie des Dépôts et de résolution (FGDR) qui ont les caractéristiques suivantes :

- Titres non admis à la négociation sur des marchés réglementés
- Absence de plus-values latentes
- Durée résiduelle supérieure à 5 ans
- Titres émis par un organisme de service public
- Titres sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais exclus.

Parts dans les entreprises liées, titres de participation et autres titres détenus à long terme

- Les parts dans les entreprises liées sont les parts détenues dans des entreprises contrôlées de manière exclusive, incluses ou susceptibles d'être incluses par intégration globale dans un même ensemble consolidable.
- Les titres de participation sont des titres (autres que des parts dans les entreprises liées) dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'établissement, notamment parce qu'elle permet d'exercer une influence sur la société émettrice des titres ou d'en assurer le contrôle.
- Les autres titres détenus à long terme correspondent à des investissements réalisés dans l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice, mais sans influencer la gestion de cette dernière, en raison du faible pourcentage des droits de vote détenus.

Ces titres sont comptabilisés pour leur prix d'acquisition, frais exclus.

Les revenus de dividendes attachés à ces titres sont portés au compte de résultat dans la rubrique « revenus des titres à revenu variable », à l'exception des revenus des Sociétés Civiles Immobilières qui sont portés au compte de résultat dans la rubrique « Autres produits d'exploitation bancaire ».

En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur des titres cédés a été estimée selon la méthode FIFO.

À la clôture de l'exercice, ces titres sont évalués, titre par titre, en fonction de leur valeur d'usage et figurent au bilan au plus bas de leur coût historique ou de cette valeur d'utilité.

La valeur d'utilité de ces parts dans les entreprises liées est déterminée annuellement, et est calculée comme la valeur actuelle de l'estimation des flux futurs dégagés par l'entité, tels qu'ils résultent des plans à moyens termes établis pour les besoins du pilotage. Cette évaluation s'appuie sur les prévisions établies par la direction ainsi que le choix des paramètres financiers retenus : taux d'actualisation et de croissance.

Lorsque la valeur d'utilité des titres est inférieure à sa valeur comptable, ces moins-values latentes font l'objet de dépréciations sans compensation avec les plus-values latentes.

Les dotations et les reprises de dépréciation ainsi que les plus ou moins-values de cession relatives à ces titres sont enregistrés sous la rubrique « Gains ou pertes sur actifs immobilisés » du compte de résultat.

Immobilisations

Le coût d'acquisition des immobilisations comprend, outre le prix d'achat, les frais accessoires, c'est-à-dire les charges directement ou indirectement liées à l'acquisition pour la mise en état d'utilisation du bien, à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition (droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes) ou à leur coût de production. Les intérêts des emprunts ne sont en revanche pas inclus dans le coût des immobilisations.

Les immobilisations incorporelles sont constituées par :

- les acquisitions de logiciels : ils font l'objet d'un amortissement selon la méthode linéaire sur la durée probable d'utilisation du logiciel dans un délai maximal de 3 ans.

Quant aux coûts de maintenance de logiciels, ils sont enregistrés en charges au compte de résultat lorsqu'ils sont encourus. En revanche, les dépenses qui participent à l'amélioration des fonctionnalités du logiciel ou contribuent à en allonger sa durée de vie sont portées en augmentation du coût d'acquisition ou de confection initiale.

- Les acquisitions de fonds de commerce : ils ont pour origine des opérations d'acquisitions et de restructurations désormais très anciennes, et compte tenu des éventuelles différences de méthode comptable de traitement de leur perte de valeur, il convient de distinguer :
 - Les fonds de commerce ayant fait l'objet d'un amortissement et dont la Valeur Nette Comptable est désormais nulle ;
 - Les fonds de commerce n'ayant pas fait l'objet d'un amortissement mais d'une dépréciation et dont la Valeur Nette Comptable n'est pas nulle. Pour ces derniers, compte tenu de l'impossibilité de les valoriser individuellement, un impairment test est effectué annuellement en comparant leur valeur nette comptable à la valeur de la société à partir des perspectives de rentabilité de l'entreprise (Discounted Cash Flow).

Les immobilisations corporelles sont principalement constituées par le matériel informatique, le mobilier, les installations et agencements. Les amortissements sont calculés sur la durée normale d'utilisation des biens selon le mode linéaire. En particulier, les durées d'amortissement sont de 20 ans pour les installations générales et techniques, de 10 ans pour les agencements et de 5 ans pour le matériel informatique.

Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont présentées dans les états financiers selon leur durée résiduelle ou la nature de ces dettes :

- dettes à vue ou à terme pour les établissements de crédit ;
- autres dettes pour la clientèle (celles-ci incluent notamment la clientèle financière).

Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Provisions

Ces provisions comprennent notamment les provisions relatives aux engagements de retraite et de congés fin de carrière, aux litiges et aux risques divers.

L'ensemble de ces risques fait l'objet d'un examen trimestriel.

En ce qui concerne les principales catégories de comptes propres aux Entreprises de Crédit et d'Investissement, les méthodes comptables appliquées sont les suivantes :

Comptes de négociations et de règlements

Ces comptes enregistrent, au coût historique, dès la date de transfert de propriété, l'ensemble des achats et des ventes d'instruments financiers pour compte de tiers dont les opérations de livraison et de règlement ne sont pas encore dénouées.

Sur le marché au comptant français, la date de transfert de propriété est la date de négociation.

Opérations de transactions sur titres

Les titres de transaction, acquis en vue d'une cession à court terme, sont comptabilisés au bilan en opérations de transactions sur titres. Ils sont évalués à la valeur du marché du jour le plus récent. Le solde global des différences résultant des variations de cours est comptabilisé en date de clôture dans les résultats de l'exercice. Ce principe s'applique aux titres figurant au poste "erreurs et omissions".

Opérations de placement

Les titres de placement, acquis avec l'intention de les détenir durant une période supérieure à 6 mois, sont enregistrés au bilan à leur prix d'achat hors coupon couru. A la clôture de l'exercice, les titres de placement sont évalués par rapport à leur valeur de négociation. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées, seules les moins-values latentes sont comptabilisées par l'inscription d'une provision pour dépréciation du portefeuille titres.

Opérations libellées en Devises

Les positions de change sont, d'une manière générale, évaluées aux cours de change officiels de fin de période. Les profits et les pertes de change résultant des opérations courantes conclues en devises sont enregistrés dans le compte de résultat.

Les produits perçus et les charges payées en monnaie étrangère sont convertis en euros au cours du jour de leur perception ou de leur paiement.

Les produits et les charges courus en monnaie étrangère sont convertis en euros au cours du dernier jour du mois de leur enregistrement.

Commissions

Les courtages et commissions sont comptabilisés aux dates de réalisation des opérations pour leur montant net de remises.

Les avantages consentis au personnel sont classés en quatre catégories :

- **Les avantages à court terme** tels que les salaires, les congés annuels, l'intéressement, la participation, l'abondement. L'entreprise comptabilise une charge lorsqu'elle a utilisé les services rendus par les membres du personnel en contrepartie des avantages qui leur ont été consentis.
- **Les indemnités de fin de contrat de travail** versées notamment dans le cadre de plans de cessation anticipée d'activité. Elles résultent notamment de l'avantage accordé aux membres du personnel lors de la résiliation du contrat de travail.
- **Les avantages postérieurs à l'emploi** constitués notamment par des compléments de retraite bancaire et par les primes de fin de carrière. Ils font l'objet d'évaluations actuarielles tenant compte d'hypothèses démographiques et financières. La valeur des actifs de couverture éventuels est déduite du montant de l'engagement provisionné. La mesure de l'obligation résultant d'un régime et de la valeur de ses actifs de couverture peut évoluer fortement d'un exercice à l'autre en fonction de changements d'hypothèses actuarielles et entraîner des écarts actuariels. A compter du 1er janvier 2013 PORTZAMPARC applique la recommandation de l'Autorité des Normes Comptables n° 2013-02 du 7 novembre 2013 relative aux règles d'évaluation et de comptabilisation des engagements de retraite et avantages similaires (méthode 2). Ainsi, les écarts actuariels et les effets de plafonnement de l'actif sont désormais comptabilisés intégralement en résultat ; le produit attendu des placements est déterminé en utilisant le taux d'actualisation des engagements.
- **Les avantages à long terme** qui comprennent les congés rémunérés (le compte épargne temps) et les primes liées à l'ancienneté. La méthode d'évaluation actuarielle est similaire à celle qui s'applique aux avantages postérieurs à l'emploi, mais les écarts actuariels sont comptabilisés immédiatement et aucun corridor n'est appliqué. En outre, l'effet lié à d'éventuelles modifications de régime considérées comme afférent à des services passés est comptabilisé immédiatement.

Impôts sur les sociétés

Portzamparc enregistre comptablement ses impôts différés depuis 2010.

L'impôt sur les bénéfices constitue une charge de la période à laquelle se rapportent les produits et les charges, quelle que soit la date de son paiement effectif. Lorsque la période sur laquelle les produits et les charges concourent au résultat comptable ne coïncide pas avec celle au cours de laquelle les produits sont imposés et les charges déduites, Portzamparc comptabilise un impôt différé, déterminé selon la méthode du report variable prenant pour base l'intégralité des différences temporaires entre les valeurs comptables et fiscales des éléments

du bilan et les taux d'imposition applicables dans le futur dès lors qu'ils ont été votés. Les impôts différés actifs font l'objet d'un enregistrement comptable tenant compte de la probabilité de récupération qui leur est attachée.

Enfin, la société Portzamparc fait partie du groupe fiscal BNP Paribas depuis le 01 Janvier 1996.

2. NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT DE L'EXERCICE 2023

2.a MARGE D'INTERETS

En milliers d'euros	2024		2023	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Etablissements de crédit	23 259	-17 239	25 935	-18 847
Comptes à vue, prêts et emprunts	23 259	-17 239	25 935	-18 847
Titres reçus (donnés) en pension livrée	-	-	-	-
Clientèle	-	-	-	-
Comptes à vue, prêts et comptes à terme	-	-	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-	-	-
Titres de placement	-	-	-	-
Produits et charges d'intérêts	23 259	-17 239	25 935	-18 847

2.b REVENUS DES TITRES A REVENU VARIABLE

En milliers d'euros	2024	2023
	Produits	Produits
Parts dans les entreprises liées	112	576
Revenus des titres à revenu variable	112	576

Les dividendes reçus en 2024 ont été versés par notre filiale Portzamparc Gestion.

2.c COMMISSIONS

En milliers d'euros	2024		2023	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Opérations bancaires et financières	833	-301	719	-296
Prestations de services financiers	47 162	-14 584	41 441	-14 029
Produits et charges de commissions	47 995	-14 885	42 160	-14 325

2.d GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE NEGOCIATION

En milliers d'euros	2024	2023
Résultat sur opérations de titres de transaction	-	-
Résultat sur opérations de change	-	-
Résultat sur portefeuille de négociation	-	-

2.E Autres produits et autres charges d'exploitation bancaire

En milliers d'euros	2024	2023
Autres Produits d'exploitation bancaire	297	279
QP op. exploit non banc faites en commun	297	178
Autres produits d'exploitation divers	-	101
Autres Charges d'exploitation bancaire	-80	-146
Charges diverses d'exploitation bancaire	-80	-146
Autres produits et charges d'exploitation bancaire	217	133

Les autres produits d'exploitation bancaire sont relatifs aux dividendes perçus de notre filiale, la SCI Lilas Brasserie.

2.f COUT DU RISQUE, PROVISIONS POUR CREANCES DOUTEUSES OU RISQUES

En milliers d'euros	2024	2023
Dotations ou reprises nettes aux provisions de l'exercice :	5	81
Créances irrécouvrables non couvertes par des provisions	-24	-
Coût du risque	-19	81

En milliers d'euros	2024	2023
Solde au 1er janvier	1 690	1 771
Dotations ou reprises nettes aux provisions de l'exercice	-5	-81
Amortissement de créances irrécupérables antérieurement provisionnées	-	-
Variation des parités monétaires et divers	-	-
Fusion	-	-
Provisions pour créances douteuses	1 685	1 690

Les provisions se décomposent comme suit :

En milliers d'euros	2024	2023
Provisions déduites de l'actif	1 685	1 690
Relatives aux créances sur la clientèle	1 685	1 690
Provisions pour créances douteuses ou risques	1 685	1 690

f GAINS OU PERTES SUR ACTIFS IMMOBILISES

En milliers d'euros	2024		2023	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Participations et autres titres détenus à long terme	-	-	-	-
Cessions	-	-	-	-
Provisions	-	-	-	-
Parts dans les entreprises liées	-	-305	-	-464
Cessions	-	-	-	-
Provisions	-	-305	-	-464
Immobilisations d'exploitation	-	-	-	-
Total	-	-305	-	-464
Gains ou pertes nets sur actifs immobilisés	-	-305	-	-464

2.h IMPOT SUR LES BENEFICES

En milliers d'euros	2024	2023
Impôts courants de l'exercice	-970	7
Impôts différés de l'exercice	166	197
Impôt sur les bénéfices	-804	204

La société Portzamparc supporte la charge d'impôt sur les bénéfices qu'elle aurait subi en l'absence du régime d'intégration fiscale.

Aucune différence comptable n'est induite par le régime d'intégration fiscale.

Aucun déficit reportable n'a été constaté par la société pour l'exercice clos le 31 décembre 2024.

3. NOTES RELATIVES AU BILAN AU 31 DECEMBRE 2024

3.a CREANCES ET DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

En milliers d'euros	2024	2023
Prêts et créances	802 599	999 837
Comptes ordinaires débiteurs	424 357	494 090

Comptes à terme et prêts	378 242	505 747
Titres et valeurs reçues en pension	-	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit	802 599	999 837
<i>Dont créances rattachées</i>	5 839	7 992

En milliers d'euros	2024	2023
Dépôts et emprunts	389 303	524 404
Comptes ordinaires créditeurs	-	-
Comptes et emprunts	389 303	524 404
Dettes envers les établissements de crédit	389 303	524 404
<i>Dont dettes rattachées</i>	977	1 803

En milliers d'euros	Durée restant à courir				
	Jusqu'à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Prêts et créances					
* A vue :					
Comptes ordinaires débiteurs	424 357	-	-	-	424 357
* A terme :					
Comptes à terme et prêts	24 774	81 133	183 133	89 201	378 242
Dépôts et emprunts					
* A vue :					
Comptes ordinaires créditeurs	-	-	-	-	-
* A terme :					
Comptes et emprunts	389 303	-	-	-	389 303

3.b OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE

En milliers d'euros	2024	2023
Prêts et créances	824	609
Opérations avec la clientèle - Actif	824	609

Le total des prêts et créances sur la clientèle, ventilé par contrepartie se décline comme suit :

En milliers d'euros au 31 décembre	Clientèle Financière	Sociétés	Particuliers	Autres non Financiers	Total 2024	Total 2023
Encours sains	-	22	798	-	820	609
Encours douteux	-	-	4	-	4	-
Total	-	22	802	-	824	609

En milliers d'euros	2024	2023
Dépôts	417 303	487 944
Comptes ordinaires créditeurs	244 104	271 154
Comptes d'épargne à régime spécial	173 199	216 790
Opérations avec la clientèle - Passif	417 303	487 944
<i>Dont dettes rattachées</i>	-	-

Les Plans d'Epargne en Actions ouverts par les clients de Portzamparc dans ses livres constituent l'intégralité du poste Comptes d'épargne à régime spécial.

3.c TITRES DETENUS/ IMMOBILISATIONS FINANCIERES

En milliers d'euros	2024		2023	
	Valeur nette comptable	Valeur de marché	Valeur nette comptable	Valeur de marché
Participations et ATDLT	849	849	875	875
<i>dont provisions</i>	-6	-	-6	-
Parts dans les entreprises liées (1)	12 886	12 886	13 191	13 191
<i>dont provisions</i>	-1 122		-817	
Parts dans les entreprises liées	13 735	13 735	14 066	14 066

(1) Une entreprise est considérée comme liée à une autre lorsqu'elle est susceptible d'être incluse par intégration globale dans un même ensemble de consolidation (C. Com art. R 123-196-9°).

L'ensemble des titres détenus est composé exclusivement de titres d'entreprises non-côtées et sont détenus dans une perspective de détention à long terme.

En milliers d'euros	Valeurs brutes					Provisions					Valeurs nettes	
	01/01/2024	Acquisitions	Remboursements et cessions	Transferts et autres variations	31/12/2024	01/01/2024	Dotations	Reprises	Autres variations	31/12/2024	2024	2023
Participations et ATDLT (note 3.c)	881	-	(21)	(5)	855	6	-	-	-	6	849	875
Parts dans les entreprises liées (note 3.c) (1)	14 008	-	-	-	14 008	817	305	-	-	1 122	12 886	13 191
Immobilisations financières	14 889	-	(21)	(5)	14 863	823	305	-	-	1 128	13 735	14 066

(1) La valeur brute des parts dans les entreprises liées est constituée des valeurs historiques d'acquisition des titres pour un montant de 5 537 K€, et du mali de fusion relatif à la fusion absorption de la société Portzamparc Société de Bourse intervenue en 2019, pour un montant 8 471 K€. Ce mali de fusion est affecté aux titres des sociétés Portzamparc Gestion et SCI Lilas Brasserie et fait l'objet d'un impairment test annuel. Il est déprécié au 31/12/2024 à hauteur de 1 122 K€ pour la partie relative aux titres de la société Portzamparc Gestion.

3.d AUTRES ACTIFS ET PASSIFS

En milliers d'euros	2024	2023
Impôts différés - actif	1 943	1 777
Comptes de règlements opérations sur titres	302	244
Autres actifs divers	17 448	29 175
<i>Dépôts et cautions</i>	7 290	9 571
<i>Etat et Collectivités</i>	1 287	2 279
<i>Clients et comptes rattachés</i>	-	-
<i>Fournisseurs et attente</i>	-	-
<i>Autres comptes débiteurs</i>	660	1 644
<i>Titres et valeurs reçus en pension (1)</i>	8 211	15 681
Autres Actifs	19 693	31 196
Comptes de règlements opérations sur titres	134	156
Autres passifs divers	16 364	14 398
<i>Fournisseurs</i>	3 614	182
<i>Dépôts et cautions</i>	3 037	6 146
<i>Etat et Collectivités</i>	2 383	2 017
<i>Personnel et cptes ratt.</i>	6 995	5 684
<i>Autres comptes créditeurs</i>	335	369
Autres Passifs	16 498	14 554

(1) Titres reçus en pension dans le cadre de l'activité SRD de nos clients.

3.e COMPTES DE REGULARISATION

En milliers d'euros	2024	2023
Produits à recevoir (1)	3 370	2 843
Autres comptes de régularisation débiteurs (2)	9 834	8 400

Charges constatées d'avance	829	534
Provision autres comptes de régularisation débiteurs douteux	-205	-203
Comptes de régularisation - actif	13 828	11 040
Charges à payer	7 071	11 634
Produits constatés d'avance	173	142
Autres comptes de régularisation créditeurs	251	291
Comptes de régularisation - passif	7 495	12 067

(1) Produits à recevoir essentiellement constitués de commissions de placement sur OPCVM et de commissions de courtier en assurance.

(2) Dont 7 561 631,40 EUR fin 2023 et 9 568 210,99 EUR fin 2024 sur le compte Copartis pour couvrir l'activité quotidienne.

3.f IMMOBILISATIONS D'EXPLOITATION

En milliers d'euros	Montant brut	2024 Amort. et provisions	Montant net	2023 Montant net
Logiciels informatiques	2 166	-2 166	-	-
Fonds de commerce	10 327	-8 619	1 708	1 708
Immobilisations incorporelles	12 492	-10 785	1 708	1 708
Equipement, mobilier, installations	1 496	-1 283	213	346
Immobilisations corporelles	1 496	-1 283	213	346

En milliers d'euros	Tableau des immobilisations				
	Valeur brute au début de l'exercice	Acquisitions Créations Virements	Diminution cessions ou hors services	Autres	Valeur brute Fin d'exercice
Logiciels informatiques	2 166	-	-	-	2 166
Fonds de commerce	10 327	-	-	-	10 327
Autres immobilisations incorporelles	-	-	-	-	-
Immobilisations incorporelles	12 492	-	-	-	12 492
Equipement, mobilier, installations	1 535	-	39	-	1 496
Immobilisations corporelles	1 535	-	39	-	1 496

En milliers d'euros	Tableau des amortissements des immobilisations				
	Montants des amortissements début d'exercice	Augmentation : dotations de l'exercice	Diminution : Sorties actif et reprises	Autres	Montants des amortissements fin d'exercice
Logiciels informatiques	-2 166	-	-	-	-2 166
Fonds de commerce	-8 619	-	-	-	-8 619
Immobilisations incorporelles	-10 785	-	-	-	-10 785
Equipement, mobilier, installations	-1 189	-129	35	-	-1 283
Immobilisations corporelles	-1 189	-129	35	-	-1 283

3.g PROVISIONS

En milliers d'euros	2024	Dotations	Reprises	Autres variations	2024
Provisions pour engagements sociaux	5 965	403	-618	-	5 750

Autres provisions pour risques et charges

	364	302	-64	-	602
Provisions	6 328	705	-682	-	6 352

3.h ENGAGEMENTS DE GARANTIE ET DE TITRES

Les engagements Hors Bilan sont composés :

1) Engagements de garantie :

- Engagements sur des opérations financières en-cours à la clôture de l'exercice pour 17 833 K€. Engagement donné de récolter sur le marché le nombre de titres prévu par les opérations (OPA/OPR) en contrepartie d'un engagement reçu de la clientèle d'acquiescer lesdits titres.

- Engagements au titre du Fonds de Résolution Unique et du Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution de paiement irrévocable (EPI) pour 796 K€.

2) Engagements sur titres : engagements au titre de l'activité de Service de Règlement Différé (SRD) pour un montant de 8 034 K€.

4. REMUNERATIONS ET AVANTAGES CONSENTIS AU PERSONNEL

En milliers d'euros	2024	2023
Salaires et traitements	-12 879	-13 047
Charges sociales et fiscales	-7 766	-8 264
Participation et Intéressement des salariés	-1 528	-888
Total frais de personnel	-22 173	-22 199

Conformément à la législation, le montant des rémunérations allouées au titre de l'exercice aux membres des organes d'administration, de direction et de surveillance n'est pas fourni car cela reviendrait à communiquer une rémunération individuelle.

Au 31 décembre	2024	2023
Cadres	154	155
Non cadres	11	17
Total	165	172

Effectif moyen employé pendant l'exercice par catégorie tel que défini à l'article D 123 -200 du code de commerce.

5. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES**5.a EVOLUTION DU CAPITAL EN EUROS**

	2024			2023		
	Nombre d'actions	Valeur Unitaire	Montant	Nombre d'actions	Valeur Unitaire	Montant
A l'ouverture	4 302 024	1,17	5 033 368	4 302 024	1,17	5 033 368
A la clôture	4 302 024	1,17	5 033 368	4 302 024	1,17	5 033 368
Bénéfice par actions						

Au 31/12/2024, les actions composant le capital social de la société sont entièrement libérées et toutes de même catégorie.

5.b TABLEAU DE PASSAGE DES CAPITAUX PROPRES DU 31 DECEMBRE 2022 AU 31 DECEMBRE 2024

En milliers d'euros	Capital	Prime d'émission et autres primes	Réserves légales	Résultat de la période	Autres réserves	Total capitaux propres
Capitaux propres au 31 décembre 2022	5 033	4 908	747	2 700	3 788	17 176

Transfert de la Réserve Légale en Réserve libre pour la part excédant 10% du capital social	-	-	(229)	-	229	-
---	---	---	-------	---	-----	---

Dividendes versés sur le résultat de l'exercice 2022	-	-	-	(2 700)	(268)	(2 968)
Augmentation de capital	-	-	-	-	-	-
Résultat de l'exercice 2023	-	-	-	(717)	-	(717)
Provisions règlementées	-	-	-	-	14	14
Capitaux propres au 31 décembre 2023	5 033	4 908	518	(717)	3 763	13 505
Dividendes versés sur le résultat de l'exercice 2023	-	-	-	-	-	-
Affectation du résultat de l'exercice 2023	-	-	-	717	(717)	-
Augmentation de capital	-	-	-	-	-	-
Résultat de l'exercice 2024	-	-	-	2 166	-	2 166
Provisions règlementées	-	-	-	-	(17)	(17)
Capitaux propres au 31 décembre 2024	5 033	4 908	518	2 166	3 029	15 654

5.c INFORMATIONS SECTORIELLES

Les encours bilanciaux des opérations interbancaires et assimilées ainsi que des opérations avec la clientèle se répartissent géographiquement de la manière suivante :

En milliers d'euros	Opérations interbancaires et assimilées		Opérations avec la clientèle		Total par zone géographique	
	2024	2023	2024	2023	2024	2023
France	802 599	999 837	824	609	803 423	1 000 446
Total des emplois	802 599	999 837	824	609	803 423	1 000 446
France	389 303	524 404	417 303	487 944	806 606	1 012 348
Total des ressources	389 303	524 404	417 303	487 944	806 606	1 012 348

5.d ECHEANCES DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES

RECAPITULATIF DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES								
En milliers d'euros	Opérations			Durée restant à courir			Provisions	Total
	A vue au jour le jour	Jusqu'à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans			
EMPLOIS								
Créances sur les établissements de crédit	420 967	28 165	81 133	183 133	89 201	-	-	802 599
Opérations avec la clientèle	2 304	-	-	-	-	-1 480	-	824
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-	-	-	-	-	-	-
RESSOURCES								
Dettes envers les établissements de crédit	-	389 303	-	-	-	-	-	389 303
Opérations avec la clientèle	244 104	-	-	173 199	-	-	-	417 303

5.e EVENEMENTS SURVENUS DEPUIS LA FIN DE L'EXERCICE

Aucun évènement majeur n'est intervenu depuis la fin de l'exercice 2024.

6. PROJET D'AFFECTATION DU RESULTAT AU 31/12/2024 EN EUROS

ORIGINES :	
Bénéfice net de l'exercice	2 165 775
Report à nouveau	(716 841)
Réserves libres	13 755

Total	1 462 688
AFFECTATIONS :	
Affectations aux réserves	
- Réserve légale	-
- Réserve spéciale des plus-values à long terme	-
- Autres réserves	-
Dividendes	1 462 688
Report à nouveau	
Total	1 462 688

7. PRINCIPALES FILIALES ET PARTICIPATIONS

PRINCIPALES FILIALES ET PARTICIPATIONS DE PORTZAMPARC AU 31.12.24											
Libellé titre	SIREN	Dev.	Capital	Réserves et RAN avant affectation des résultats	Résultat (Bénéfice ou perte du dernier exercice clos)	PNB	Capital	Réserves et RAN avant affectation des résultats	Résultat (Bénéfice ou perte du dernier exercice clos)	PNB	Quote-part de capital détenue
			en milliers de devises			en milliers de d'euros(*)			en %		
- Renseignements détaillés sur chaque filiale et participation dont la valeur nette excède 1% du capital de PORTZAMPARC											
1. Filiales (détenues à + de 50%)											
LILAS BRASSERIE -SCI 3 rue de la Brasserie 44100 Nantes	411769060	EUR	15	468	340	414	15	468	340	414	99%
PORTZAMPARC GESTION 10 rue Meuris 44100 Nantes	326991163	EUR	308	567	(65)	3.507	308	567	(65)	3.507	100%
2. Participations (détenues entre 10 et 50%)											
*) conversion au cours du 31/12/2024											
1) données sociales au 31 décembre 2024											

en milliers d'euros	Filiales		Participations	
	Françaises	Etrangères	Françaises	Etrangères
Valeur Comptable des titres détenus				
- Valeur brute	5 537	-	-	-
- Valeur Nette	5 537	-	-	-
Montants des prêts et avances accordés	-	-	-	-
Montants des emprunts	-	-	-	-
Montants des cautions et avals donnés	-	-	-	-
Montants des dividendes encaissés	409	-	-	-

8 . HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Au titre de l'exercice 2024	Deloitte		Ernst&Younget Autres		TOTAL	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Montant hors taxe, en milliers d'euros						
Certification des comptes	36	82%	55	54%	91	62%
Services autres que la certification des comptes	8	18%	47	46%	55	38%
TOTAL	44	100%	102	100%	146	100%

IV. Affectation du résultat

L'Assemblée Générale, connaissance prise du rapport de gestion du conseil d'administration, décide d'affecter le bénéfice net comptable de l'exercice clos le 31 décembre 2024 de la manière suivante :

Bénéfice net comptable de l'exercice clos le 31 décembre 2024	2 165 774,79 €
---	----------------

Apurement des pertes antérieures	-716 841,23 €
Soit un bénéfice distribuable de :	1 448 933,56 €
Auquel s'ajoute une somme prélevée - pour la part excédant 10% du capital social, soit 14 427,43 €, - sur la réserve légale qui se trouve ainsi ramenée de 517 764,24 € à 504 009,64 €	13 754,60 €
Soit au total	1 462 688,16 €
A titre de dividendes aux actionnaires, soit 0,34 € par action	

Conformément aux dispositions légales, l'Assemblée prend acte qu'il lui a été rappelé que les dividendes distribués au titre des trois exercices précédents ont été les suivants :

Exercice	Dividendes distribués éligibles à l'abattement	Dividendes distribués non éligibles à l'abattement
31 décembre 2021	5 979 813,36 €	-
31 décembre 2022	2 968 396,56 €	-
31 décembre 2023	Néant	-

V. Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels
(Exercice clos le 31 décembre 2024)

À l'assemblée générale de la société Portzamparc,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Portzamparc relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

REFERENTIEL D'AUDIT

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

INDEPENDANCE

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

EVALUATION DES TITRES DE LA SOCIETE PORTZAMPARC GESTION DANS LES PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES

- RISQUE IDENTIFIE

Votre société porte à son bilan des parts dans les entreprises liées pour un montant brut de K€ 14 008, dont 68 % sont relatives à la société Portzamparc Gestion.

Chaque année, un test de dépréciation des titres est effectué. Lorsque la valeur d'usage des titres de la société Portzamparc Gestion est inférieure à la valeur comptable, une dépréciation à due concurrence est constatée, comme indiqué dans le paragraphe « Portefeuille-titres » de la note 1.c. de l'annexe aux comptes annuels.

La valeur recouvrable est définie comme la valeur d'utilité elle-même calculée comme la valeur actuelle de l'estimation des flux futurs dégagés par la société Portzamparc Gestion, tels qu'ils résultent des plans à moyen terme établis pour les besoins du pilotage. L'évaluation de la valeur recouvrable requiert donc des jugements importants de la direction, notamment sur l'établissement des prévisions ainsi que sur le choix des paramètres financiers retenus (taux d'actualisation et de croissance), tel qu'indiqué dans la note 3.c de l'annexe aux comptes annuels.

Dans ce contexte, nous avons considéré l'évaluation de la valeur nette des titres de la société Portzamparc Gestion comme un point clé de l'audit, en raison de la forte sensibilité des modèles de calcul aux prévisions et paramètres financiers retenus.

- NOTRE REPONSE

Dans le cadre de notre audit des comptes annuels, nos travaux ont consisté en un examen critique des modalités de mise en œuvre par la direction des tests de dépréciation permettant de déterminer la valeur des titres de la société Portzamparc Gestion.

Nous avons :

- pris connaissance de la gouvernance, et notamment du dispositif de contrôle interne, encadrant le processus d'élaboration des tests de dépréciation ;
- apprécié la cohérence entre les données utilisées dans les projections de flux et les données utilisées pour les besoins de pilotage figurant dans les budgets présentés à la gouvernance ;
- évalué la fiabilité des modalités de calcul de la valeur d'utilité ;

- examiné les tests de sensibilité des valeurs d'utilité aux principaux paramètres et hypothèses retenus pour les définir.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

INFORMATIONS DONNEES DANS LE RAPPORT DE GESTION ET DANS LES AUTRES DOCUMENTS SUR LA SITUATION FINANCIERE ET LES COMPTES ANNUELS ADRESSES AUX ACTIONNAIRES

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du Code de commerce.

INFORMATIONS RELATIVES AU GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225 37 4 du Code de commerce.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

DESIGNATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Portzamparc par votre assemblée générale du 14 mai 2012 pour le cabinet DELOITTE & ASSOCIES et du 29 mai 2024 pour le cabinet ERNST & YOUNG et Autres.

Au 31 décembre 2024, le cabinet DELOITTE & ASSOCIES était dans la treizième année de sa mission sans interruption et le cabinet ERNST & YOUNG et Autres dans la première année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821 55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 13 mai 2025

Les Commissaires aux comptes

Deloitte & Associés

ERNST & YOUNG et Autres

Stéphane Collas

Hassan Baaj

VI. Rapport de gestion

Une copie du rapport de gestion peut être obtenue sur simple demande adressée au siège social.